

3° le paragraphe 6 est complété par un troisième alinéa, comme suit :

« Les quantités, visées aux paragraphes 1^{er} et 2, sont majorées de 600 kg par jour de navigation à partir du 1^{er} juillet 2020 jusqu'au 31 octobre 2020 inclus, si le navire concerné a utilisé des engins du type TR1 ou BT1 pendant l'entière sortie de pêche. ».

Art. 11. L'article 28 du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 8 mai 2020, est complété par un septième paragraphe, comme suit :

« § 7. L'entité compétente prend la décision visant à diminuer le nombre de jours de navigation en application du présent article et la notifie par lettre recommandée au propriétaire du navire de pêche. ».

Art. 12. L'article 30 du même arrêté, modifié par l'arrêté ministériel du 22 janvier 2020, est modifié comme suit :

1° au § 1^{er}, deuxième alinéa, la phrase " L'entité compétente notifie le retrait de la licence de pêche par pli recommandé au propriétaire du navire de pêche. » est remplacé par la phrase " L'entité compétente prend cette décision visant à retirer la licence de pêche et la notifie par lettre recommandée au propriétaire du navire de pêche » ;

2° le paragraphe 2 est complété par un deuxième alinéa, comme suit :

« L'entité compétente notifie par lettre recommandée la réduction calculée aux possibilités de pêche au propriétaire du navire de pêche concerné. ».

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2020. Il cesse d'être en vigueur le 1^{er} janvier 2021.

Bruxelles, le 26 juin 2020.

La Ministre flamande de l'Économie,
de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture,
H. CREVITS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2020/31068]

11 JUIN 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 48 organisant la participation du public en lieu et place de la réunion d'information préalable obligatoire pour certaines révisions du plan de secteur

RAPPORT AU GOUVERNEMENT

La crise sanitaire liée au COVID-19 et les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont de nature à ralentir toute forme d'activité sur le territoire de la Région wallonne. En tout état de cause, elles visent à limiter, dans une mesure variable en fonction de directives données au niveau du Gouvernement fédéral, les contacts interpersonnels.

Ainsi, si les réunions physiques doivent être organisées dans le strict respect des normes de distanciation sociale recommandées par le Conseil National de Sécurité, les rassemblements demeurent actuellement interdits, dans une large mesure, pour des raisons évidentes de santé publique. Les mesures visant à limiter les rassemblements seront, par ailleurs, vraisemblablement parmi les dernières à pouvoir être levées au terme du déconfinement qui a été amorcé sur le territoire national.

Or, de telles mesures risquent de nuire à une participation du public efficace et étendue dans le cadre des réunions imposées par le CoDT, notamment la réunion d'information préalable (RIP) prévue pour certaines révisions du plan de secteur.

Les nouveaux projets de révision de secteur ne peuvent être postposés sur un long terme, sous peine de retarder considérablement la mise en œuvre des projets qui les sous-tendent. Certains de ces projets sont d'une importance majeure pour la Wallonie et pour les objectifs qu'elle poursuit, notamment en termes de transition énergétique et de frein au réchauffement climatique. Il en va ainsi par exemple ainsi en ce qui concerne l'inscription de nouveaux périmètres de réservation pour la réalisation de nouvelles infrastructures de communication, de transport de fluide ou d'énergie mais aussi d'une grande variété de projets susceptibles de structurer le territoire wallon et d'assurer son développement économique et social.

Il apparaît dès lors nécessaire d'organiser la participation du public en cohérence avec la stratégie de déconfinement établie par le Conseil National de Sécurité à ce jour.

Dans le dispositif actuellement en vigueur, cette réunion a une double fonction. Elle doit permettre au public de s'informer sur le projet soumis à la RIP, le cas échéant en posant des questions au demandeur et à son chargé d'étude, afin de faire valoir ses observations en connaissance de cause. Elle doit également permettre une certaine forme d'interaction en permettant au public de s'informer au mieux d'un futur projet.

En ce sens, elle constitue une mesure d'information préparatoire à la réaction du public qui peut s'exercer dans la période de quinze jours qui suit.

En vertu de l'article 1^{er} du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, le Gouvernement est compétent pour prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences et qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave.

Ceci permet de redéfinir le cadre, à titre temporaire, des réunions d'information préalable du public en recourant, au besoin, à des formes dématérialisées permettant d'obvier à l'exigence de rassemblement inhérente à ce type de réunions.

La section législation du Conseil d'Etat a émis son avis 67.524/4 en date du 9 juin 2020.

Le projet d'arrêté de pouvoirs spéciaux a été revu pour justifier que la date du 31 décembre 2020 prévue pour mettre en œuvre la possibilité offerte par le présent arrêté de pouvoirs spéciaux est objectivement et raisonnablement déterminée au regard, d'une part, des incertitudes qui entourent le déconfinement, en particulier la possibilité d'organiser des rassemblements, et du laps de temps nécessaire pour mettre en place en pratique l'application du dispositif autorisé, et d'autre part des limites auxquelles l'article 1^{er}, § 1^{er}, du décret du 17 mars 2020 soumet la mise

en œuvre des pouvoirs spéciaux qu'il attribue au Gouvernement. L'habilitation au Gouvernement que suggère le Conseil d'Etat a cependant été introduite dans le dispositif en conférant au Gouvernement la possibilité de réduire la période d'application de la procédure virtuelle dans la mesure où la situation de crise le justifierait. Tout risque d'une application excessive du dispositif proposé est en conséquence exclu.

Le projet a, par ailleurs, été revu afin que le choix d'une réunion d'information du public présente ou virtuelle reste bien de l'initiative de l'autorité ou de la personne à l'initiative de la révision du plan de secteur mais sans que ce choix ne soit limité par des conditions. En effet, aux termes de l'avis précité, la section de législation met en exergue le fait que « *spécialement compte tenu de la rapidité de l'évolution des mesures prises en la matière, la section de législation se demande à quel moment il faut se placer pour déterminer à quelles mesures la personne ou l'autorité concernée doit se référer. Ou encore, quelles conditions la personne ou l'autorité concernée doit exactement remplir pour établir qu'elle estime qu'il est ou qu'il n'est pas possible de respecter les mesures prises pour limiter la propagation du virus dans la population.* » Afin d'éviter de tomber dans l'application et l'interprétation de critères sources d'insécurité juridique, il est donc proposé de ne pas émettre *a priori* de condition supplémentaire dans le dispositif. Il est évidemment de la responsabilité du demandeur d'analyser au regard de son projet de révision de plan de secteur et de l'intérêt qu'il peut susciter dans le public, la meilleure façon d'organiser la réunion d'information préalable en ayant égard aux mesures adoptées en vue de limiter la propagation du COVID-19.

Les autres remarques, formelles et techniques émises par le Conseil d'Etat ont été prises en compte.

L'article 1^{er} place la personne ou l'autorité à l'initiative de la révision de plan de secteur face au choix d'appliquer soit :

- la réunion d'information préalable prévue par le Code du Développement territorial si elle estime possible de respecter les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population, et notamment la stratégie de déconfinement et les règles de distanciation sociale, dans le respect d'une participation du public efficiente.
- la procédure visées à l'article 3, si elle estime ne pas être en mesure de respecter les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population, et notamment la stratégie de déconfinement et les règles de distanciation sociale.

Les critères précis ne figurent cependant pas dans le dispositif afin de suivre l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat. L'article 2 prévoit que la personne ou l'autorité à l'initiative de la révision peut mettre en œuvre des modalités complémentaires de participation.

L'article 3 dispose que pour les plans de secteur dont la révision est d'initiative communale ou d'initiative d'une personne physique ou morale, privée ou publique en application des articles D.II.47 D.II.48, et D.II.52, une présentation vidéo du projet de révision du plan de secteur est réalisée avant l'envoi de la demande au Gouvernement en lieu et place de la réunion d'information préalable prévue par le CoDT.

La présentation vidéo doit être accessible sur Internet pendant deux jours ouvrables consécutifs. Les informations peuvent être obtenues par téléphone pendant ces deux jours, entre 8h et 17h.

Cette présentation est annoncée par voie d'affiches selon des formes identiques à celles prévues par le CoDT.

Toute personne peut demander par envoi recommandé à la personne ou l'autorité à l'initiative de la révision de plan de secteur une copie de la retranscription de l'exposé et des documents présentés dans présentation vidéo. La demande doit être réceptionnée au plus tard trois jours avant la mise en ligne. Deux jours avant la mise en ligne, la personne ou l'autorité à l'initiative de la révision de plan de secteur envoie par recommandé les documents aux demandeurs, en un seul exemplaire par adresse postale.

Toute personne peut consulter à la commune la copie de la retranscription de l'exposé et des documents présentés dans la présentation vidéo, pendant les deux jours de mise en ligne de la présentation vidéo, sur rendez-vous.

Par ailleurs, comme dans le cadre des réunions d'information préalables prévues par le CoDT, toute personne peut adresser par écrit au collège communal d'une des communes sur le territoire de laquelle la révision du plan de secteur est projetée, dans un délai de quinze jours à dater du dernier jour de la mise en ligne de la présentation vidéo, ses observations et suggestions concernant le projet de révision du plan de secteur. Elle peut également mettre en évidence des points particuliers, et présenter des alternatives pouvant raisonnablement être envisagées par la personne ou l'autorité à l'initiative de la révision, afin qu'il en soit tenu compte lors de la réalisation du rapport sur les incidences environnementales.

L'article 4 dispose que la procédure alternative s'applique pour des procédures organisées à partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté, lorsque la personne ou l'autorité à l'initiative de la révision de plan de secteur a fait le choix d'appliquer cette procédure en vertu de l'article 2, et à la condition que la période de quinze jours pendant laquelle les observations et suggestions peuvent être envoyées soit terminée pour le 31 décembre 2020 inclus.

L'article 5 précise que la procédure de participation du public visée à l'article 3, organisée à partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté et dont la période de quinze jours pendant laquelle les observations et suggestions peuvent être envoyées est terminée pour le 31 décembre 2020 inclus, tient lieu de réunion d'information préalable au sens des articles D.II.47, § 1^{er}, alinéa 2, D.II.48, § 2, D.II.54, § 2, alinéa 5, 5^o, et tient lieu de réunion d'information au sens de l'article D.VIII.2, § 2, du CoDT. Il s'agit donc d'adaptations destinées à assurer l'articulation du système proposé aux dispositions du CoDT qui font référence à la réunion d'information préalable.

En vertu de l'article 6, le dossier visé à l'article D.VIII.15, § 1^{er}, du CoDT comportera la copie des observations et suggestions émises dans le cadre de la présente procédure lorsque la participation du public a été organisée selon la présente procédure.

L'article 7 reprend la suggestion émise par la section de législation du Conseil d'Etat d'habiliter le Gouvernement wallon à réduire la période visée à l'article 5 au cas où la situation sanitaire totalement normalisée permettrait le retour au dispositif prévu dans le CoDT.

L'article 8 prévoit que le présent arrêté entrera en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Avis du Conseil d'Etat n° 67.524/4 du 9 juin 2020

Section de législation

Le 2 juin 2020, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par le Vice-Président et Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences de la Région wallonne à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon 'de pouvoirs spéciaux n° XX organisant la participation du public en lieu et place de la réunion d'information préalable obligatoire pour certaines révisions du plan de secteur'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 9 juin 2020. La chambre était composée de Martine Baguet, président de chambre, Luc Cambier et Bernard Blero, conseillers d'État, et Anne-Catherine Van Geersdaele, greffier.

Le rapport a été présenté par Benoît Jadot, premier auditeur chef de section.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 9 juin 2020.

*

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« Considérant que la crise sanitaire exceptionnelle liée au COVID-19 que connaît aujourd'hui la Belgique et les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont de nature à ralentir toute forme d'activité sur le territoire de la Région wallonne;

Considérant qu'elles risquent de nuire à une participation du public efficace et étendue dans le cadre des réunions imposées par le CoDT, notamment la réunion d'information préalable prévue pour certaines révisions du plan de secteur par l'article D.VIII.5 du même Code

Considérant que les réunions physiques doivent être organisées dans le strict respect des normes de distanciation sociale recommandées par le Conseil National de Sécurité mais que les rassemblements sont interdits pour des raisons évidentes de santé publique; que certaines réunions d'information préalable sont susceptibles, en temps normal, d'intéresser et de drainer des dizaines, voire des centaines de personnes;

Considérant qu'il est nécessaire d'organiser la participation du public en cohérence avec la stratégie de déconfinement établie par le Conseil National de Sécurité à ce jour; que les préparatifs préalables à cette participation ne permettent pas de modifier les règles régulièrement en fonction de mesures à venir;

Considérant que les nouveaux projets de révision de secteur ne peuvent être postposés sur un long terme, sous peine de retarder considérablement la mise en œuvre des projets qui les sous-tendent; que certains de ces projets sont d'une importance majeure pour la Wallonie et pour les objectifs qu'elle poursuit, notamment en termes de transition énergétique et de frein au réchauffement climatique; qu'il en est par exemple ainsi en ce qui concerne l'inscription de nouveaux périmètre de réservation pour la réalisation de nouvelles infrastructures de communication, de transport de fluide ou d'énergie;

Considérant qu'en vertu de l'article 1^{er} du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, le Gouvernement est compétent pour prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences et qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave;

Considérant que la possibilité d'organiser des réunions virtuelles pourrait être offerte mais que ce type de réunion nécessite des technologies informatiques que ne possède pas l'ensemble de la population concernée; que cependant, selon une étude de STATBEL du 13 février 2020, le pourcentage de ménages qui ont accès à Internet a poursuivi sa progression en 2019 pour s'établir à 87% en Wallonie; que la solution proposée, à savoir la mise en ligne d'une présentation vidéo, permettra d'organiser la participation effective d'une part importante de la population;

Considérant que les personnes ne disposant pas ou difficilement d'un accès Internet pourront, sur demande, obtenir une copie papier de la présentation vidéo du projet de révision de plan de secteur; qu'elles pourront également consulter une copie papier à la commune; qu'elles seront ainsi mises dans les mêmes conditions que les personnes disposant d'un accès Internet; qu'elles pourront obtenir des informations sur le projet et introduire leurs observations et suggestions de la même manière;

Considérant que le présent arrêté fixe donc des conditions nouvelles à observer pour assurer au mieux la participation du public dans le cadre de certains projets de révision du plan de secteur tout en évitant les réunions physiques et virtuelles;

Considérant cependant que, dans la pratique, il y a des réunions d'information préalable qui ne rassemblent que très peu de personnes : que pour celles-là, il est ou sera possible d'organiser des réunions présentielles tout en respectant les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population, et notamment la stratégie de déconfinement et les règles de distanciation sociale, dans le respect d'une participation du public efficiente; que c'est le porteur de projet qui est le mieux à même de déterminer quelle solution est la plus correcte à mettre en place; qu'il convient donc de laisser le choix au porteur de projet entre la procédure existante et la nouvelle procédure proposée en bonne coordination avec les autorités locales et le bourgmestre de la commune concernée ».

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Observations générales

1. L'article D.VIII.5 du Code du développement territorial (ci-après « le CoDT ») prévoit que, pour les plans de secteur dont la révision est d'initiative communale ou d'initiative d'une personne physique ou morale, privée ou publique, en application des articles D.II.47, D.II.48 et D.II.52 du CoDT, une réunion d'information préalable doit être réalisée avant l'envoi de la demande de révision au Gouvernement.

Vu les difficultés que suscite ou que peut susciter l'application de cette procédure au regard des mesures prises pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, le projet d'arrêté tend, en exécution du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, à permettre à la personne ou à l'autorité à l'initiative de la révision du plan de secteur de faire le choix d'appliquer une procédure alternative destinée, selon les termes utilisés dans le préambule, à « assurer au mieux la participation du public [...] tout en évitant les réunions physiques et virtuelles ».

Cette procédure consiste en la réalisation, par la personne ou par l'autorité à l'initiative de la révision du plan de secteur, d'une présentation vidéo du projet de révision accessible sur Internet, à l'issue de laquelle le public pourra formuler ses observations et suggestions.

Selon le projet d'arrêté, le régime ainsi mis en place s'applique à des procédures organisées de manière telle que la période pendant laquelle le public pourra envoyer ses observations et suggestions soit terminée au plus tard le 31 décembre 2020.

Compte tenu des explications qui figurent dans le préambule du projet d'arrêté ainsi que dans la note et le rapport au Gouvernement wallon, ce régime peut, dans son principe, être considéré comme faisant partie des mesures que le Gouvernement est habilité à prendre sur la base de l'article 1^{er}, § 1^{er}, du décret du 17 mars 2020, à savoir « toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences et qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave ».

Il est toutefois permis de se demander si l'échéance du 31 décembre 2020, que fixe le projet d'arrêté pour déterminer la date ultime à laquelle devra être terminée la période pendant laquelle le public pourra envoyer ses observations et suggestions en application du régime envisagé, n'est pas trop éloignée pour pouvoir être considérée comme objectivement et raisonnablement justifiée au regard des limites – celles du « cadre strict de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences » – auxquelles l'article 1^{er}, § 1^{er}, du décret du 17 mars 2020 soumet la mise en œuvre des pouvoirs spéciaux qu'il attribue au Gouvernement. Il convient à cet égard de relever que le dossier ne contient pas d'explication justifiant avec précision le choix de la date du 31 décembre 2020. Certes, il n'est actuellement pas possible de déterminer avec certitude le moment auquel prendra fin l'application des mesures de limitation de la propagation du COVID-19. En outre, comme l'indiquent la note et le rapport au Gouvernement wallon, « [l]es mesures visant à limiter les rassemblements seront [...] vraisemblablement parmi les dernières à pouvoir être levées au terme du déconfinement qui a été amorcé sur le territoire national ». Par ailleurs, il faut aussi tenir compte du laps de temps nécessaire pour mettre en place en pratique l'application du dispositif en projet. Toutefois, pour limiter tout risque de contestation, il serait prudent de fixer une échéance plus proche que le 31 décembre 2020 et de prévoir que le Gouvernement peut modifier cette échéance si c'est nécessaire pour tenir compte de l'évolution de la crise sanitaire du COVID-19 et des mesures prises pour en limiter la propagation.

Le projet d'arrêté sera revu en conséquence.

2. Pour comprendre dans quelles hypothèses le projet d'arrêté s'applique, ainsi que son objet et sa portée exacts, il faut, en l'état du texte, combiner la lecture de certains passages du préambule et de plusieurs dispositions du projet d'arrêté. Cette manière de procéder ne facilite pas la compréhension du texte. En outre, elle néglige le fait que le préambule d'un arrêté, à la différence de son dispositif, n'a pas de portée normative.

Le dispositif du projet d'arrêté sera revu pour déterminer d'entrée de jeu les hypothèses dans lesquelles il s'applique, ainsi que son objet et sa portée exacts.

3. Le projet d'arrêté est ainsi conçu qu'il laisse à la personne ou à l'autorité à l'initiative de la révision du plan de secteur la faculté de décider si elle applique les dispositions du CoDT relatives à la réunion d'information préalable ou celles par lesquelles le projet d'arrêté règle la procédure particulière de participation du public qu'il prévoit.

En lui-même et quant au principe, vu le contexte dans lequel s'inscrit le projet d'arrêté, ce système n'appelle pas de critique.

Par contre, les dispositions par lesquelles l'article 1^{er} et l'article 2, alinéa 1^{er}, formulent les conditions du choix à opérer par la personne ou par l'autorité à l'initiative de la révision du plan de secteur sont libellées en des termes dont l'imprécision expose le texte à être la source de nombreuses contestations. Ainsi, la question se pose de savoir à quelles « mesures prises pour limiter la propagation du virus dans la population » il faut exactement se référer. Les exemples que donne le texte sur ce point – en particulier « la stratégie de déconfinement », non autrement précisée – ne sont pas forcément éclairants. En outre, spécialement compte tenu de la rapidité de l'évolution des mesures prises en la matière, la section de législation se demande à quel moment il faut se placer pour déterminer à quelles mesures la personne ou l'autorité concernée doit se référer. Ou encore, quelles conditions la personne ou l'autorité concernée doit exactement remplir pour établir qu'elle estime qu'il est ou qu'il n'est pas possible de respecter les mesures prises pour limiter la propagation du virus dans la population.

À vrai dire, vu les limites qu'impliquent le contexte et le fondement légal du projet d'arrêté et compte tenu du fait que celui-ci est ainsi conçu qu'il laisse à la personne ou à l'autorité à l'initiative de la révision du plan de secteur la faculté de décider si elle applique les dispositions du CoDT relatives à la réunion d'information préalable ou celles par lesquelles le projet d'arrêté règle la procédure particulière de participation du public qu'il prévoit, la section de législation n'aperçoit pas l'utilité de soumettre ce choix à des conditions telles celles qu'envisagent l'article 1^{er} et l'article 2, alinéa 1^{er}.

Le projet d'arrêté sera revu en conséquence.

Observations particulières

Préambule

1. Ni l'article 39 de la Constitution, ni l'article 6 de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', ni l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2019 'fixant la répartition des compétences entre les ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement', ni l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 septembre 2019 'portant règlement du fonctionnement du Gouvernement' ne doivent être visés au préambule. En effet, ils ne fournissent pas de fondement légal à l'arrêté en projet et ne sont pas davantage modifiés par celui-ci.

Les alinéas 1^{er}, 2, 5 et 6 seront donc omis.

2. Dans le préambule d'un arrêté, les premières dispositions qui doivent être visées sont celles qui procurent un fondement juridique à celui-ci. Aussi, le décret du 17 mars 2020 doit être visé avant le CoDT.

3. En ce qui concerne la consultation du Conseil d'État, il convient, d'abord, d'énoncer les motifs qui ont justifié le recours à la procédure d'urgence prévue par l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État', et ensuite de viser l'avis de celui-ci. Cet alinéa sera rédigé comme suit :

« Vu l'avis n° 67.524/4 du Conseil d'État donné le 9 juin 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973; » (1).

Le préambule sera revu en conséquence.

Dispositif

Article 3

1. Dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, vu l'objet de la procédure envisagée, il convient :

- a) d'une part, de rédiger le début du 3° comme suit : « de mettre en évidence et de permettre au public de mettre en évidence [...] »;
- b) et, d'autre part, de rédiger le début du 4° comme suit : « de présenter et de permettre au public de présenter [...] ».

2. Dans le paragraphe 6, si telle est bien l'intention de l'auteur du projet :
- d'une part, dans la première phrase de l'alinéa 1^{er}, les mots « à dater du dernier jour » seront remplacés par les mots « suivant le dernier jour »;
 - et, d'autre part, dans l'alinéa 2, les mots « du dernier jour » seront remplacés par les mots « suivant le dernier jour ».

Article 5

Pour éviter toute confusion, chaque fois qu'ils sont utilisés, les mots « est la réunion d'information préalable au sens » seront remplacés par les mots « tient lieu de réunion d'information préalable pour l'application ».

Le Greffier,
Anne-Catherine Van Geersdaele

Le Président,
Martine Baguet

Note

(1) *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.conseildetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n 36.1 et formule F 3-5-2.

11 JUIN 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 48 organisant la participation du public en lieu et place de la réunion d'information préalable obligatoire pour certaines révisions du plan de secteur

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19;

Vu le Code du Développement territorial, tel que modifié;

Vu l'avis n° 67.526/4 du Conseil d'État, donné le 9 juin 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'urgence;

Considérant, la nécessité d'adopter prestement le présent arrêté de pouvoirs spéciaux dès lors que les réunions d'information préalables ne sont plus organisées depuis le début du confinement; qu'il convient que l'autorité ou la personne à l'initiative de la réunion d'information préalable puisse, sans tarder, préparer et organiser la nouvelle forme de participation du public prévue; qu'au vu de cette nécessité, pour respecter les règles de confinement et de distanciation sociale édictées au niveau fédéral et eu égard aux conséquences concrètes de la crise sur le déplacement et la présence physique de la population au réunion d'information préalable, il convient d'adopter le présent arrêté de pouvoirs spéciaux dans des délais brefs;

Considérant que la crise sanitaire exceptionnelle liée au COVID-19 que connaît aujourd'hui la Belgique et les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population sont de nature à ralentir toute forme d'activité sur le territoire de la Région wallonne;

Considérant qu'elles risquent de nuire à une participation du public efficace et étendue dans le cadre des réunions imposées par le Code du Développement territorial, notamment la réunion d'information préalable prévue pour certaines révisions du plan de secteur par l'article D.VIII.5 du même code;

Considérant que les réunions physiques doivent être organisées dans le strict respect des normes de distanciation sociale recommandées par le Conseil National de Sécurité mais que les rassemblements sont interdits pour des raisons évidentes de santé publique; que certaines réunions d'information préalable sont susceptibles, en temps normal, d'intéresser et de drainer des dizaines, voire des centaines de personnes;

Considérant qu'il est nécessaire d'organiser la participation du public en cohérence avec la stratégie de déconfinement établie par le Conseil National de Sécurité à ce jour; que les préparatifs préalables à cette participation ne permettent pas de modifier les règles régulièrement en fonction de mesures à venir;

Considérant que les nouveaux projets de révision de secteur ne peuvent être postposés sur un long terme, sous peine de retarder considérablement la mise en œuvre des projets qui les sous-tendent; que certains de ces projets sont d'une importance majeure pour la Wallonie et pour les objectifs qu'elle poursuit, notamment en termes de transition énergétique et de frein au réchauffement climatique; qu'il en est par exemple ainsi en ce qui concerne l'inscription de nouveaux périmètre de réservation pour la réalisation de nouvelles infrastructures de communication, de transport de fluide ou d'énergie;

Considérant qu'en vertu de l'article 1^{er} du décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, le Gouvernement est compétent pour prendre toutes les mesures utiles pour prévenir et traiter toute situation qui pose problème dans le cadre strict de la pandémie COVID-19 et de ses conséquences et qui doit être réglée en urgence sous peine de péril grave;

Considérant que la possibilité d'organiser des réunions virtuelles pourrait être offerte mais que ce type de réunion nécessite des technologies informatiques que ne possède pas l'ensemble de la population concernée; que cependant, selon une étude de STATBEL du 13 février 2020, le pourcentage de ménages qui ont accès à Internet a poursuivi sa progression en 2019 pour s'établir à 87% en Wallonie; que la solution proposée, à savoir la mise en ligne d'une présentation vidéo, permettra d'organiser la participation effective d'une part importante de la population;

Considérant que les personnes ne disposant pas ou difficilement d'un accès Internet pourront, sur demande, obtenir une copie papier de la présentation vidéo du projet de révision de plan de secteur; qu'elles pourront également consulter une copie papier à la commune; qu'elles seront ainsi mises dans les mêmes conditions que les personnes disposant d'un accès Internet; qu'elles pourront obtenir des informations sur le projet et introduire leurs observations et suggestions de la même manière;

Considérant que le présent arrêté fixe donc des conditions nouvelles à observer pour assurer au mieux la participation du public dans le cadre de certains projets de révision du plan de secteur tout en évitant les réunions physiques;

Considérant cependant que, dans la pratique, il y a des réunions d'information préalable qui ne rassemblent que très peu de personnes : que pour celles-là, il est ou sera possible d'organiser des réunions présentielles tout en respectant les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population, et

notamment la stratégie de déconfinement et les règles de distanciation sociale, dans le respect d'une participation du public efficiente; que c'est le porteur de projet qui est le mieux à même de déterminer quelle solution est la plus correcte à mettre en place; qu'il convient donc de laisser le choix au porteur de projet entre la procédure existante et la nouvelle procédure proposée en bonne coordination avec les autorités locales et le bourgmestre de la commune concernée;

Considérant qu'il n'est actuellement pas possible de déterminer avec certitude le moment auquel prendra fin l'application des mesures de limitation de la propagation du COVID-19; qu'en outre, les mesures visant à limiter les rassemblements seront vraisemblablement parmi les dernières à pouvoir être levées au terme du déconfinement qui a été amorcé sur le territoire national; qu'il faut également tenir compte du laps de temps nécessaire pour mettre en place en pratique l'application du dispositif autorisé par le présent arrêté de pouvoirs spéciaux;

Considérant que l'habilitation conférée au Gouvernement par le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 est valable trois mois à dater de son entrée en vigueur; que le présent arrêté doit être confirmé par décret dans un délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur du décret du 17 mars 2020; qu'à défaut, il sera réputé n'avoir jamais produit ses effets;

Considérant que la date du 31 décembre 2020 prévue pour mettre en œuvre la possibilité offerte par le présent arrêté de pouvoirs spéciaux est objectivement et raisonnablement justifiée au regard d'une part des incertitudes qui entourent le déconfinement, en particulier la possibilité d'organiser des rassemblements, et du laps de temps nécessaire pour mettre en place en pratique l'application du dispositif autorisé, et d'autre part des limites auxquelles l'article 1^{er}, § 1^{er}, du décret du 17 mars 2020 soumet la mise en œuvre des pouvoirs spéciaux qu'il attribue au Gouvernement; que toutefois, il convient d'habiliter le Gouvernement à réduire ce délais si les circonstances le justifient;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. La réunion d'information préalable prévue par l'article D.VIII.5 du Code du Développement territorial pour les plans de secteur dont la révision est d'initiative communale ou d'initiative d'une personne physique ou morale, privée ou publique en application des articles D.II.47 D.II.48, et D.II.52 du Code du Développement territorial peut, au choix de cette personne ou autorité, être organisée soit de manière présentielle conformément aux dispositions du Code du Développement territorial, soit conformément aux dispositions du présent arrêté.

Durant la crise sanitaire du COVID-19, les réunions organisées de manière présentielle se déroulent dans le strict respect des normes de distanciation sociale recommandées par le Conseil National de Sécurité.

Art. 2. La personne ou l'autorité à l'initiative de la révision peut mettre en œuvre des modalités complémentaires de participation.

Art. 3. Pour les plans de secteur dont la révision est d'initiative communale ou d'initiative d'une personne physique ou morale, privée ou publique en application des articles D.II.47 D.II.48, et D.II.52, une présentation vidéo du projet de révision du plan de secteur est réalisée avant l'envoi de la demande au Gouvernement.

La présentation vidéo a pour objet :

- 1° de permettre au demandeur de présenter le dossier de base visé à l'article D.II.44;
- 2° de permettre au public de s'informer et d'émettre ses observations sur le projet de révision du plan de secteur;
- 3° de mettre en évidence et de permettre au public de mettre en évidence, le cas échéant, les points particuliers qui pourraient être abordés dans le rapport sur les incidences environnementales;
- 4° de présenter et de permettre au public de présenter des alternatives pouvant raisonnablement être envisagées pour le demandeur afin qu'il en soit tenu compte dans le rapport sur les incidences environnementales.

§ 2. La personne ou l'autorité à l'initiative de la révision fixe :

- 1° les dates auxquelles la présentation vidéo est mise en ligne sur Internet;
- 2° le lien Internet vers la présentation vidéo;
- 3° les personnes, ainsi que leurs numéros de téléphone, auprès desquelles les informations peuvent être obtenues;
- 4° la période de quinze jours pendant laquelle les observations et suggestions visées au paragraphe 6 peuvent être envoyées.

La présentation vidéo doit être accessible sur Internet pendant deux jours ouvrables consécutifs. Les informations peuvent être obtenues par téléphone pendant ces deux jours, entre 8h et 17h.

La personne ou l'autorité à l'initiative de la révision transmet les informations visées à l'alinéa 1^{er} au collège communal de chaque commune sur le territoire de laquelle la révision du plan de secteur est projetée, et au SPW Territoire, Logement, Patrimoine et Energie pour information. Elle leur envoie également une retranscription intelligible de l'exposé et une copie des documents présentés dans présentation vidéo.

§ 3. Chaque collège communal affiche un avis aux endroits habituels d'affichage au moins quinze jours avant la mise en ligne de la présentation vidéo et jusqu'au lendemain de celle-ci. Il affiche l'avis à quatre endroits proches du périmètre concerné, le long d'une voie publique carrossable ou de passage. L'avis peut être publié sur le site Internet de la commune concernée.

L'avis mentionne au minimum la personne ou l'autorité à l'initiative de la révision et son adresse postale, la nature du projet et son lieu d'implantation, l'objet de la présentation vidéo, les dates auxquelles la présentation vidéo est accessible sur Internet, le lien Internet vers la présentation vidéo, les personnes auprès desquelles les informations peuvent être obtenues, leurs numéros de téléphone et les dates et heures auxquelles les joindre, ainsi que la période de quinze jours pendant laquelle les observations et suggestions visées au paragraphe 6 peuvent être envoyées avec l'adresse postale et l'adresse de courrier électronique à utiliser. L'avis reproduit le paragraphe 4 et mentionne la référence explicite au présent arrêté.

La personne ou l'autorité à l'initiative de la révision diffuse l'avis dans deux journaux régionaux et un journal toute boîte couvrant la commune sur le territoire de laquelle la révision du plan de secteur est projetée.

La personne ou l'autorité à l'initiative de la révision transmet le lien Internet vers la présentation vidéo et les dates auxquelles elle est accessible :

- 1° au Gouvernement ou à son représentant;
- 2° à un représentant du SPW Territoire, Logement, Patrimoine et Energie et au fonctionnaire délégué;
- 3° à un représentant du SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement;

- 4° au pôle « Environnement »;
- 5° à la commission communale de la commune sur le territoire de laquelle la révision du plan de secteur est projetée;
- 6° au pôle « Aménagement du territoire »;
- 7° aux représentants de la commune sur le territoire de laquelle la révision du plan de secteur est projetée.

§ 4. Toute personne peut demander par envoi recommandé à la personne ou l'autorité à l'initiative de la révision de plan de secteur une copie de la retranscription de l'exposé et des documents présentés dans la présentation vidéo. La demande doit être réceptionnée au plus tard trois jours avant la mise en ligne. Deux jours avant la mise en ligne, la personne ou l'autorité à l'initiative de la révision de plan de secteur envoie par recommandé les documents aux demandeurs, en un seul exemplaire, par adresse postale.

Toute personne peut consulter à la commune la copie de la retranscription de l'exposé et des documents présentés dans la présentation vidéo, pendant les deux jours de mise en ligne de la présentation vidéo, sur rendez-vous.

§ 5. La présentation vidéo réalisée par la personne ou l'autorité à l'initiative de la révision débute par l'explication de son objet, tel qu'il est décrit au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, puis présente le projet de révision de plan de secteur.

§ 6. Toute personne peut adresser par écrit au collège communal d'une des communes sur le territoire de laquelle la révision du plan de secteur est projetée, dans un délai de quinze jours suivant le dernier jour de la mise en ligne de la présentation vidéo, ses observations et suggestions concernant le projet de révision du plan de secteur. Elle peut également mettre en évidence des points particuliers, et présenter des alternatives pouvant raisonnablement être envisagées par la personne ou l'autorité à l'initiative de la révision, afin qu'il en soit tenu compte lors de la réalisation du rapport sur les incidences environnementales.

Chaque collège communal adresse à la personne ou l'autorité à l'initiative de la révision la copie des éventuelles observations, suggestions et propositions dans les trente jours suivant le dernier jour de la mise en ligne de la présentation vidéo.

Art. 4. L'article 3 s'applique pour des procédures organisées à partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté, lorsque la personne ou l'autorité à l'initiative de la révision de plan de secteur a fait le choix d'appliquer cette procédure en vertu de l'article 1^{er}, et à la condition que la période de quinze jours pendant laquelle les observations et suggestions peuvent être envoyées soit terminée pour le 31 décembre 2020 inclus.

Art. 5. La procédure de participation du public visée à l'article 3, organisée à partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté et dont la période de quinze jours pendant laquelle les observations et suggestions peuvent être envoyées est terminée pour le 31 décembre 2020 inclus, tient lieu de réunion d'information préalable pour l'application des articles D.II.47, § 1^{er}, alinéa 2, D.II.48, § 2, D.II.54, § 2, alinéa 5, 5°, et tient lieu de réunion d'information préalable pour l'application de l'article D.VIII.2, § 2, du Code du Développement territorial.

Art. 6. Le dossier visé à l'article D.VIII.15, § 1^{er}, du Code du Développement territorial comportera la copie des observations et suggestions émises dans le cadre de la présente procédure lorsque la participation du public a été organisée selon la présente procédure.

Art. 7. Pour autant que la situation de crise sanitaire du COVID-19 le justifie, le Gouvernement est habilité à limiter la possibilité d'appliquer la procédure de participation du public visée dans le présent arrêté en fixant une date antérieure au 31 décembre 2020.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.
Namur, le 11 juin 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,
de l'Agriculture et de l'Aménagement du territoire, de l'IFAPME et des Centres de compétence,
W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/31068]

11 JUNI 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 48 houdende organisatie van de inspraak van het publiek in plaats van de verplichte voorafgaande informatievergadering voor bepaalde herzieningen van het gewestplan

VERSLAG AAN DE REGERING

De gezondheidscrisis COVID-19 en de huidige en komende maatregelen, genomen om de verspreiding van het virus in de bevolking te beperken, leiden ertoe dat iedere vorm van activiteit op het grondgebied van het Waalse Gewest vertraagt. Hoe dan ook beogen zij het beperken van de contacten tussen personen in verschillende gradaties in functie van de richtlijnen van de federale Regering.

Hoewel de fysieke vergaderingen met strikte inachtneming van de normen inzake sociale distantiëring, aanbevolen door de Nationale Veiligheidsraad, georganiseerd dienen te worden, blijven de bijeenkomsten heden ruim verboden om duidelijke redenen van volksgezondheid. De maatregelen met het oog op de beperking van de bijeenkomsten zullen overigens tot de laatste behoren die na de op het nationaal grondgebied aangevatte afbouw van de lockdown opgeheven zullen kunnen worden.

Dergelijke maatregelen dreigen evenwel een doeltreffende en omvangrijke publieke deelname in het kader van de vergaderingen, verplicht bij het Wetboek van Ruimtelijke Ordening, te benadelen, met name de voorafgaandelijke informatievergadering voorzien voor sommige herzieningen van gewestplannen.

De nieuwe ontwerp-herzieningen van gewestplannen kunnen niet over een langere termijn worden uitgesteld; zoniet dreigt een aanzienlijke vertraging van de uitvoering van de onderliggende projecten. Sommige van die projecten zijn van hoog belang voor Wallonië en de nagestreefde doelstellingen, met name inzake energietransitie en het afremmen van de klimaatopwarming. Dit geldt bijvoorbeeld voor wat betreft de opnemings van nieuwe reserveringsomtrekken voor de uitvoering van nieuwe verkeersinfrastructuren, vervoer van vloeistoffen of energie maar ook voor een grote diversiteit aan structuurverlenende projecten op het grondgebied van Wallonië, alsook voor zijn economische en sociale ontwikkeling.

Dus komt het noodzakelijk voor, in de publieke inspraak te voorzien in samenhang met de lockdownafbouwstrategie vastgesteld door de Nationale Veiligheidsraad.

In de huidige regeling heeft deze vergadering een dubbele functie. Zij moet het publiek de mogelijkheid geven om informatie te krijgen over projecten waarvoor een voorafgaandelijke informatievergadering nodig is, in voorkomend geval door vragen te stellen aan de aanvrager en diens onderzoeksgelastigde, zodat bemerkingen kunnen worden gemaakt met kennis van zaken. Zij moet ook een zekere vorm van interactie mogelijk maken door het publiek de gelegenheid te geven zich zo goed mogelijk over een toekomstig project te informeren.

In die zin is deze vergadering een informatiemaatregel ter voorbereiding van de reactie van het publiek die uitgeoefend kan worden in de vijftien daarop volgende dagen.

Krachtens artikel 1 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19 is de Regering bevoegd om alle nuttige maatregelen te nemen om elke situatie te voorkomen en te behandelen die problemen stelt in het strikte kader van de pandemie COVID-19 en de gevolgen ervan en die geregeld moet worden op straffe van ernstig gevaar;

Daarmee wordt het, tijdelijk, kader geherdefinieerd voor de voorafgaandelijke publieke informatievergaderingen waarbij desnoods gebruik wordt gemaakt van gedematerialiseerde vormen om te ontkomen aan de vereiste bijeenkomsten voor deze soort vergaderingen.

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft advies 67.524/4 uitgebracht op 9 juni 2020.

Het ontwerp-besluit tot bijzondere machten werd herzien om te verantwoorden dat de datum van 31 december 2020, voorzien voor de uitvoering van de bij dit besluit tot bijzondere machten geboden mogelijkheid objectief en redelijkerwijs is bepaald ten opzichte van enerzijds de onzekerheden die met de lockdown gepaard gaan, in het bijzondere de mogelijkheid tot organisatie van bijeenkomsten, en de nodige tijd die verstrijkt bij de praktische implementering van de toepassing van de gemachtigde regeling en ten opzichte van anderzijds de grenzen die bij de uitvoering van de aan de Regering toegewezen bijzondere machten zijn opgelegd wegens artikel 1, § 1, van het decreet van 17 maart 2020. De machtiging voor de Regering die de Raad van State voorstelt werd evenwel in de regeling ingevoegd door de Regering de mogelijkheid te verlenen de toepassingsperiode van de virtuele werkwijze in te korten mocht dit verantwoord zijn ten opzichte van de crisistoestand. Dientengevolge is elk risico op een buitensporige toepassing van de voorgestelde regeling uitgesloten.

Het ontwerp werd overigens herzien om ervoor te zorgen dat de keuze voor een publieke informatievergadering met een fysieke dan wel virtuele aanwezigheid wel degelijk het initiatief blijft van de overheid of de persoon die initiatiefnemer is van de gewestplanherziening, maar zonder dat deze keuze beperkt wordt door voorwaarden. Luidens voorvermeld advies benadrukt de afdeling wetgeving immers dat *“de afdeling wetgeving zich, in het bijzonder rekening houdend met de snelheid waarmee de terzake genomen maatregelen evolueren, afraagt vanuit welk tijdstip bepaald kan worden naar welke maatregelen de betrokken persoon of overheid dient te verwijzen. Of nog, welke voorwaarden de betrokken persoon of overheid juist moet vervullen om vast te stellen dat zij acht dat het mogelijk of onmogelijk is om de genomen maatregelen in acht te nemen om de verspreiding van het virus onder de bevolking te beperken.”* Om niet te vervallen in de toepassing of de interpretatie van criteria die een bron van rechtsonzekerheid kunnen vormen, wordt dus voorgesteld om niet a priori een bijkomende voorwaarde in de regeling op te nemen. Het is duidelijk de verantwoordelijkheid van aanvrager om, ten opzichte van zijn de beste wijze voor de organisatie van de voorafgaandelijke informatievergadering te onderzoeken met aandacht voor de maatregelen, aangenomen met het oog op het beperken van de verspreiding van COVID-19.

De andere, formele en technische, bemerkingen van de Raad van State werden in overweging genomen.

Artikel 1 plaatst de persoon of de overheid die het initiatief neemt tot de gewestplanherziening voor de keuze om toepassing te maken van ofwel:

- de voorafgaandelijke informatievergadering bepaald bij het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling indien zij het mogelijk acht om de huidige en komende maatregelen, genomen om de verspreiding van het virus onder de bevolking te beperken, in acht te nemen, en meer bepaald de afbouw van de lockdown en de regels voor sociale distantiëring, met in achtname van een doeltreffende publieksdeelname.
- de procedure bedoeld in artikel 3, indien zij acht niet in staat te zijn de huidige en komende maatregelen, genomen om de verspreiding van het virus onder de bevolking te beperken, in acht te nemen, en meer bepaald de afbouw van de lockdown en de regels voor sociale distantiëring.

De precieze criteria zijn evenwel niet in de regeling opgenomen om het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State op te volgen. Artikel 2 bepaalt dat de persoon of de overheid die het initiatief neemt tot de herziening aanvullende nadere deelnameregels kan uitvoeren.

Artikel 3 bepaalt dat er voor de gewestplannen waarvan de herziening een gemeentelijk initiatief is of het initiatief van een natuurlijke of een privaatrechtelijke of publiekrechtelijke rechtspersoon overeenkomstig de artikelen D.II.47, D.II.48 en D.II.52, een videopresentatie van de ontwerp-herziening van het gewestplan wordt gemaakt voor verzending van de aanvraag aan de Regering in plaats van de voorafgaandelijke informatievergadering bepaald bij het Wetboek van Ruimtelijke Ordening.

De videopresentatie dient gedurende twee opeenvolgende werkdagen via het internet toegankelijk te zijn. Informatie kan tijdens deze twee dagen tussen 8.00 uur en 17.00 uur telefonisch worden verkregen.

Deze presentatie wordt via aanplakking volgens vormen identiek aan die bepaald in het Wetboek aangekondigd.

Iedere persoon kan per aangetekend schrijven een afschrift van het transcript van de presentatie en de documenten van de videopresentatie opvragen bij de persoon of de overheid die het initiatief tot de herziening van het gewestplan heeft genomen. De aanvraag moet uiterlijk drie dagen vóór de online publicatie ontvangen zijn. Twee dagen vóór de online publicatie stuurt de persoon of de overheid die het initiatief van de herziening van het gewestplan heeft genomen bij per post aangetekend schrijven, in één enkel exemplaar, de documenten naar de aanvragers.

Iedereen kan het afschrift van het transcript van de presentatie en de documenten van de videopresentatie in het gemeentehuis raadplegen, na afspraak, tijdens de twee dagen waarin de videopresentatie online staat.

Iedere persoon kan, zoals in het kader van de voorafgaandelijke informatievergaderingen bepaald bij het Wetboek, binnen vijftien dagen na de laatste dag van online publicatie van de videopresentatie zijn bemerkingsen en aanbevelingen over het ontwerp van herziening van het gewestplan schriftelijk richten aan het gemeentecollege van een van de gemeenten op het grondgebied waarvan de herziening van het gewestplan wordt gepland. Hij kan ook bijzondere punten onderstrepen en alternatieven voorstellen die redelijkerwijs overwogen kunnen worden door de persoon of de overheid die het initiatief van de herziening heeft genomen opdat ermee rekening zou worden gehouden in het verslag over de milieueffecten.

Artikel 4 bepaalt dat de alternatieve procedure van toepassing voor procedures die georganiseerd worden vanaf de inwerkingtreding van dit besluit, wanneer de persoon of de overheid die het initiatief tot de herziening van het gewestplan heeft genomen, beslist heeft deze procedure overeenkomstig artikel 2 toe te passen, en op voorwaarde dat de periode van vijftien dagen waarbinnen bemerkingsen en voorstellen kunnen worden ingediend uiterlijk op 31 december 2020 verstreken is.

Artikel 5 bepaalt dat de in artikel 3 bedoelde inspraakprocedure, die wordt georganiseerd vanaf de inwerkingtreding van dit besluit en waarvoor de periode van vijftien dagen waarbinnen opmerkingen en voorstellen kunnen worden ingediend, uiterlijk op 31 december 2020 verstreken is, de voorafgaande informatievergadering vervangt voor de toepassing van artikelen D.II.47, § 1, lid 2, D.II.48, § 2, D.II.54, § 2, lid 5, 5°, en vervangt de voorafgaande informatievergadering voor de toepassing van artikel D.VIII.2, § 2, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling. Het betreft dus aanpassingen die erop toezien dat het voorgestelde systeem aansluit bij de bepalingen van Wetboek waarin verwezen wordt naar de voorafgaandelijke informatievergadering.

Het dossier bedoeld in artikel D.VIII.15, § 1, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling zal krachtens artikel 6 het afschrift van de bemerkingsen en voorstellen bevatten die in het kader van deze procedure ingediend zijn wanneer de inspraak van het publiek overeenkomstig deze procedure is georganiseerd.

Artikel 7 gaat in op het voorstel van de afdeling wetgeving van de Raad van State om de Waalse Regering ertoe te machtigen de periode bedoeld in artikel 5 in te korten indien de volledig genormaliseerde toestand een terugkeer naar de regeling van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling mogelijk zou maken.

Artikel 8 bepaalt dat dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Advies van de Raad van State nr. 67.524/4 van 9 juni 2020

Afdeling wetgeving

Op 2 juni 2020 werd de Raad van State, afdeling wetgeving, door de Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek en Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "TFAPME", en de Vaardigheidscentra van het Waals Gewest verzocht, binnen een termijn van vijf werkdagen advies uit te brengen over een ontwerp-besluit van de Waalse Regering 'tot bijzondere machten nr. XX houdende organisatie van de inspraak van het publiek in plaats van de verplichte voorafgaande informatievergadering voor bepaalde herzieningen van het gewestplan'.

Het ontwerp werd op 9 juni 2020 onderzocht door de vierde kamer. De kamer was samengesteld uit Martine Baguet, voorzitter van de kamer, Luc Cambier en Bernard Blero, Staatsraden, en Anne-Catherine Van Geersdaele, griffier.

Verslag werd uitgebracht door Benoît Jadot, eerste auditeur afdelingshoofd.

Het advies, waarvan de tekst volgt, werd uitgebracht op 9 juni 2020.

*

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, dienen in de adviesaanvraag de motieven in het bijzonder te worden opgegeven die het dringend karakter ervan verantwoorden.

Het schrijven luidt als volgt :

« Overwegende dat de buitengewone gezondheids crisis in verband met COVID-19 die heden België treft en dat de huidige en komende regels, genomen om de verspreiding van het virus onder de bevolking te beperken, van dien aard zijn dat ze iedere vorm van activiteit op het grondgebied van het Waalse Gewest vertragen;

Overwegende dat zij een belemmering kunnen vormen voor een doeltreffende en uitgebreide inspraak van het publiek in het kader van de door het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling opgelegde bijeenkomsten, met name de voorafgaande informatievergadering bedoeld in artikel D.VIII.5 van hetzelfde Wetboek voor bepaalde herzieningen van het gewestplan;

Overwegende dat fysieke vergaderingen moeten worden georganiseerd met strikte inachtneming van de normen van sociale afstand aanbevolen door de Nationale Veiligheidsraad, maar dat bijeenkomsten verboden zijn om duidelijke redenen van volksgezondheid; dat bepaalde voorafgaande informatievergaderingen onder normale omstandigheden tientallen, zelfs honderden personen mogelijk zullen interesseren en bijeenbrengen;

Overwegende dat de inspraak van het publiek moet worden georganiseerd in samenhang met de door de Nationale Veiligheidsraad vastgestelde afbouwstrategie tot op heden; dat de voorbereidingen voor een dergelijke inspraak niet toelaten de regels regelmatig te wijzigen in het licht van toekomstige maatregelen;

Overwegende dat nieuwe ontwerpen tot herziening van gewestplan niet op lange termijn kunnen worden uitgesteld, op straffe van aanzienlijke vertragingen in de verwezenlijking van de onderliggende projecten; dat sommige van die projecten van groot belang zijn voor Wallonië en voor de doelstellingen die het nastreeft, met name op het gebied van energietransitie en beperking van de opwarming van het klimaat; dat dit bijvoorbeeld het geval is bij de opname van nieuwe reserveringsomtrekken voor de verwezenlijking van nieuwe infrastructuur voor communicatie en vervoer van vloeistoffen en energie;

Overwegende dat de Regering, krachtens artikel 1 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19, bevoegd is om alle nuttige maatregelen te nemen om iedere situatie te voorkomen en te behandelen die problemen stelt in het strikte kader van de pandemie COVID-19 en haar gevolgen en die dringend behandeld moeten worden op straffe van ernstig gevaar;

Overwegende dat de mogelijkheid om virtuele vergaderingen te organiseren zou kunnen worden geboden, maar dat computertechnologie nodig is voor dit soort vergaderingen die niet voor de hele betrokken bevolking voorhanden is; dat een onderzoek van STATBEL van 13 februari 2020 echter heeft aangetoond dat het percentage Waalse huishoudens met internettoegang in 2019 verder gestegen is tot 87%; dat de voorgestelde oplossing, namelijk de online publicatie van een videopresentatie, zal toelaten om de effectieve inspraak van een aanzienlijk deel van de bevolking te organiseren;

Overwegende dat de personen die geen internettoegang hebben of moeilijkheden daarmee ondervinden, op aanvraag een papieren versie van de videopresentatie van het ontwerp tot herziening van gewestplan kunnen krijgen; dat zij ook een papieren versie zullen kunnen raadplegen in het gemeentehuis; dat zij bijgevolg dezelfde omstandigheden zullen ervaren als de personen die over internettoegang beschikken; dat zij op dezelfde wijze informatie over het ontwerp kunnen verkrijgen en hun opmerkingen en suggesties kunnen maken;

Overwegende dat dit besluit derhalve nieuwe voorwaarden bepaalt die in acht moeten worden genomen om een zo goed mogelijke inspraak van het publiek in het kader van bepaalde ontwerpen tot herziening van gewestplan te waarborgen en tegelijkertijd fysieke vergaderingen te vermijden;

Overwegende dat er echter voorafgaande informatievergaderingen zijn die in de praktijk maar weinig mensen bijeenbrengen; dat er fysieke bijeenkomsten daarvoor mogelijk zijn of zullen zijn met inachtneming van de huidige en toekomstige maatregelen die worden genomen om de verspreiding van het virus onder de bevolking te beperken, en met name de afbouwstrategie en de regels inzake sociale distantiëring, met inachtneming van een efficiënte inspraak van het publiek; dat de projectontwerper het best in staat is om te bepalen welke oplossing het meest geschikt is; dat de keuze tussen de bestaande en de voorgestelde nieuwe procedure derhalve moet worden overgelaten aan de projectontwerper, in goede coördinatie met de plaatselijke overheden en de burgemeester van de betrokken gemeente;

Daar de adviesaanvraag is ingediend op grond van artikel 84, § 1, lid 1, 3°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling wetgeving haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, tot de bevoegdheid van de steller van de akte en tot het voltooien van voorafgaandelijke vormvereisten overeenkomstig artikel 84, § 3, van voornoemde gecoördineerde wetten.

Op drie punten geeft het ontwerp aanleiding tot volgende bemerkingen.

Algemene bemerkingen

1. In artikel D.VIII.5 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling (hierna « het Wetboek ») wordt bepaald dat voor de gewestplannen waarvan de herziening op initiatief van de gemeente of van een overeenkomstig de artikelen D.II.47 en D.II.48 private of publieke natuurlijke of rechtspersoon wordt bepaald, een voorafgaandelijke informatievergadering plaatsvindt voor de verzending van de aanvraag aan de Regering.

Gelet op de moeilijkheden die rijzen of zouden kunnen rijzen bij de toepassing van deze procedure ten opzichte van de maatregelen genomen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, strekt het ontwerp er, in uitvoering van het decreet van 17 maart 2020 'tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19', toe de persoon of de overheid die het initiatief neemt tot de herziening van het gewestplan de mogelijkheid te bieden te kiezen voor de toepassing van een alternatieve procedure die luidens de aanhef ertoe dient « om een zo goed mogelijke inspraak van het publiek [...] te waarborgen en tegelijkertijd fysieke vergaderingen te vermijden ».

Deze procedure bestaat uit de verwezenlijking, door de persoon of de overheid die het initiatief neemt tot herziening van het gewestplan, van een videopresentatie van de ontwerp-herziening, toegankelijk op het internet, na afloop waarvan het publiek zijn bemerkingen en voorstellen zal kunnen uiten.

Volgens het ontwerp-besluit is de aldus ingevoerde regeling van toepassing op procedures die zodanig worden georganiseerd dat de periode waarin het publiek zijn bemerkingen en voorstellen zal kunnen overmaken uiterlijk op 31 december 2020 eindigt.

Rekening houdend met de uitleg opgenomen in de aanhef van het ontwerp-besluit en in de nota en het verslag aan de Waalse Regering kan deze regeling, in zijn beginsel, beschouwd worden als deel uitmakend van de maatregelen die de Regering gemachtigd is te nemen op grond van artikel 1, § 1, van het decreet van 17 maart 2020, namelijk « om alle nuttige maatregelen te nemen om iedere situatie te voorkomen en te behandelen die problemen stelt in het strikte kader van de pandemie COVID-19 en haar gevolgen en die dringend behandeld moeten worden op straffe van ernstig gevaar ».

De vraag kan evenwel worden gesteld of de termijn van 31 december 2020, zoals vastgesteld in het ontwerp-besluit om de uiterste datum te bepalen waarop de periode zal moeten verstrijken waarin het publiek zijn bemerkingen en voorstellen zal kunnen verzenden overeenkomstig de overwogen regeling, niet te ver in de tijd ligt om als objectief en redelijkerwijs verantwoord te kunnen worden beschouwd ten opzichte van de grenzen – de grenzen van het « strikte kader van de COVID-19 pandemie en zijn gevolgen » waaraan artikel 1, § 1, van het decreet van 17 maart 2020 de uitvoering van de aan de Regering toegewezen bijzondere machten onderwerpt. Te dien opzichte dient vastgesteld dat het dossier geen uitleg bevat waarin nauwkeurig de keuze voor de datum van 31 december 2020 wordt verantwoord. Heden is het weliswaar niet mogelijk juist het tijdstip te bepalen waarop de toepassing van de maatregelen tot beperking van de verspreiding van COVID-19 beëindigd zullen worden. Daarnaast zullen de maatregelen met het oog op de beperking van de bijeenkomsten overigens tot de laatste behoren die na de op het nationaal grondgebied aangevatte afbouw van de lockdown opgeheven zullen kunnen worden ». Overigens dient ook rekening gehouden te worden met het versrijken van de nodige tijd om de toepassing van de regeling in ontwerp praktisch ten uitvoer te brengen. Om elk risico op betwisting evenwel te beperken, zou het voorzichtig zijn een vroegere vervaldatum vast te stellen dan 31 december 2020 en te bepalen dat de Regering deze vervaldatum indien nodig kan wijzigen om rekening te houden met de evolutie van de sanitaire crisis Covid-19 en met de genomen maatregelen om er de verspreiding van te beperken.

Het ontwerp-besluit zal dienovereenkomstig worden herzien.

2. Om te begrijpen in welke hypothesen het ontwerp-besluit van toepassing is, evenals diens inhoud en draagwijdte, dient, in de huidige stand van de tekst, de lezing van bepaalde passages uit de aanhef gecombineerd te worden met meerdere bepalingen van het ontwerp-besluit. Deze manier van werken bemoeilijkt het tekstbegrip. Daarmee wordt overigens het feit dat de aanhef van een besluit, in tegenstelling tot zijn beschikkend gedeelte, geen normatieve draagwijdte heeft, uit het oog verloren.

Het beschikkend gedeelte van het ontwerp-besluit dient herzien om van bij aanvang de hypothesen te bepalen waarin het van toepassing is, evenals diens inhoud en draagwijdte.

3. Het ontwerp-besluit is derwijze opgevat dat het de persoon of de overheid die het initiatief neemt tot de herziening van het gewestplan de mogelijkheid overlaat om te beslissen of zij toepassing maakt van de bepalingen van het Wetboek in verband met de voorafgaandelijke vergadering, dan wel van de bepalingen waarbij het ontwerp-besluit de daarin bepaalde, bijzondere publieke inspraakprocedure regelt.

Op zich en in zijn beginsel is dit systeem, gelet op de context waarin het ontwerp-besluit past, niet vatbaar voor kritiek.

De bepalingen waarbij artikel 1 en artikel 2, lid 1, daarentegen de voorwaarden tot uiting brengen voor de keuze die de persoon of de overheid die het initiatief heeft tot de herziening van het gewestplan moet maken, worden uitgedrukt in bewoordingen waarvan het gebrek aan nauwkeurigheid de tekst eraan blootstelt, bron te zullen zijn van talrijke betwistingen. Aldus stelt zich de vraag naar welke « maatregelen, genomen om de verspreiding van het virus in de bevolking » juist verwezen dient te worden. De voorbeelden die de tekst op dit punt geeft – in het bijzonder de « afbouwstrategie », zondere verdere precisering – zijn niet echt duidelijk. Daarnaast vraagt de afdeling wetgeving zich, in het bijzonder rekening houdend met de snelheid waarmee de terzake genomen maatregelen evolueren, af vanuit welk tijdstip bepaald kan worden naar welke maatregelen de betrokken persoon of overheid dient te verwijzen. Of nog, welke voorwaarden de betrokken persoon of overheid juist moet vervullen om vast te stellen dat zij acht dat het mogelijk of onmogelijk is om de genomen maatregelen in acht te nemen om de verspreiding van het virus onder de bevolking te beperken.

Gelet op de grenzen ingegeven door de context en de wettelijke grond van het ontwerp-besluit en rekening houdend met het feit dat laatstgenoemde derwijze is opgevat dat het de persoon of de overheid die het initiatief neemt tot de herziening van het gewestplan de mogelijkheid overlaat om te beslissen of zij toepassing maakt van de bepalingen van het Wetboek met betrekking tot de voorafgaandelijke informatievergaderingen of die waarbij het ontwerp-besluit de bijzondere procedure regelt voor de publieke inspraak die het voorziet, ziet de afdeling wetgeving eigenlijk niet goed het nut in van het onderwerpen van deze keuze aan voorwaarden zoals overwogen in artikel 1 en artikel 2, lid 1.

Het ontwerp-besluit zal dienovereenkomstig worden herzien.

Bijzondere bemerkingen

Aanhef

1. Noch artikel 39 van de Grondwet, noch artikel 6 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen', noch het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2019 'tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten', noch het besluit van de Waalse Regering van 26 september 2019 'tot regeling van de werking van de Regering' dienen te worden opgenomen in de aanhef. Ze verlenen immers geen rechtsgrond aan het ontwerp-besluit en worden er ook niet door gewijzigd.

Leden 1, 2, 5 en 6 worden dus weggelaten.

2. In de aanhef van een besluit zijn de eerste bepalingen die beoogd dienen te worden de bepalingen die het besluit van een rechtsgrond voorzien. Bijgevolg dient het decreet van 17 maart 2020 voor het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling te worden beoogd.

3. Wat betreft de raadpleging van de Raad van State, dient eerst ingegaan te worden op de motieven die het beroep op de procedure van dringende noodzakelijkheid als bedoeld bij artikel 84, § 3, lid 1, van de gecoördineerde wetten 'op de Raad van State' verantwoord hebben en vervolgens dient diens advies te worden beoogd. Dit lid dient als volgt te luiden :

« Gelet op advies nr. 67.526/4 van de Raad van State, gegeven op 9 juni 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973; »(1).

De aanhef wordt dienovereenkomstig herzien.

Beschikkend gedeelte

Artikel 3.

1. In paragraaf 1, lid 2, dient, gelet op de inhoud van de overwogen procedure :
 - a) enerzijds de aanvang van 3° in de Franse ontwerp-versie als volgt te luiden : « de mettre en évidence et de permettre au public de mettre en évidence [...] »;
 - b) enerzijds de aanvang van 4° in de Franse ontwerp-versie als volgt te luiden : « de présenter et de permettre au public de présenter [...] ».
2. In paragraaf 6, worden, indien dit wel degelijk de intentie is van de steller van het ontwerp :
 - a) enerzijds in de eerste zin van lid 1, in de Franse ontwerp-versie, de woorden « à dater du dernier jour » te worden vervangen door de woorden « suivant le dernier jour »;
 - b) en anderzijds in lid 2, in de Franse ontwerp-versie, de woorden « du dernier jour » te worden vervangen door de woorden « suivant le dernier jour ».

Artikel 5.

Om iedere verwarring te voorkomen dienen, in de Franse ontwerp-versie, de woorden « est la réunion d'information préalable au sens » telkenmale vervangen te worden door de woorden « tient lieu de réunion d'information pour l'application ».

De Griffier,
Anne-Catherine Van Geersdaele

De Voorzitster,
Martine Baguet

Nota

(1) *Beginselen van de wetgevingstechniek Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, tab "Wetgevingstechniek", », aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2.

11 JUNI 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 48 houdende organisatie van de inspraak van het publiek in plaats van de verplichte voorafgaande informatievergadering voor bepaalde herzieningen van het gewestplan

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19;

Gelet op het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, zoals gewijzigd;

Gelet op het advies nr. 67.526/4 van de Raad van State, gegeven op 9 juni 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de noodzaak om dit besluit van bijzondere machten met spoed aan te nemen, doordat er sinds het begin van de lockdown geen voorafgaande informatievergaderingen meer worden georganiseerd; dat de overheid of de persoon die aan de oorsprong is van de voorafgaande informatievergadering, dient in staat te zijn de nieuwe vorm van publieke inspraak die voorzien is onverwijld voor te bereiden en te organiseren; dat dit besluit van bijzondere machten, gelet op deze noodzaak, zo spoedig mogelijk aangenomen dient te worden, om de federale regels inzake lockdown en sociale afstand in acht te nemen, en gelet op de concrete gevolgen van de crisis voor de verplaatsingen en de fysieke aanwezigheid van de bevolking op de voorafgaande informatievergaderingen;

Overwegende dat de buitengewone gezondheids crisis in verband met COVID-19 die heden België treft en dat de huidige en komende regels, genomen om de verspreiding van het virus onder de bevolking te beperken, van dien aard zijn dat ze iedere vorm van activiteit op het grondgebied van het Waalse Gewest vertragen;

Overwegende dat zij een belemmering kunnen vormen voor een doeltreffende en uitgebreide inspraak van het publiek in het kader van de door het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling opgelegde bijeenkomsten, met name de voorafgaande informatievergadering bedoeld in artikel D.VIII.5 van hetzelfde Wetboek voor bepaalde herzieningen van het gewestplan;

Overwegende dat fysieke vergaderingen moeten worden georganiseerd met strikte inachtneming van de normen van sociale afstand aanbevolen door de Nationale Veiligheidsraad, maar dat bijeenkomsten verboden zijn om duidelijke redenen van volksgezondheid; dat bepaalde voorafgaande informatievergaderingen onder normale omstandigheden tientallen, zelfs honderden personen mogelijk zullen interesseren en bijeenbrengen;

Overwegende dat de inspraak van het publiek moet worden georganiseerd in samenhang met de door de Nationale Veiligheidsraad vastgestelde afbouwstrategie tot op heden; dat de voorbereidingen voor een dergelijke inspraak niet toelaten de regels regelmatig te wijzigen in het licht van toekomstige maatregelen;

Overwegende dat nieuwe ontwerpen tot herziening van gewestplan niet op lange termijn kunnen worden uitgesteld, op straffe van aanzienlijke vertragingen in de verwezenlijking van de onderliggende projecten; dat sommige van die projecten van groot belang zijn voor Wallonië en voor de doelstellingen die het nastreeft, met name op het gebied van energietransitie en beperking van de opwarming van het klimaat; dat dit bijvoorbeeld het geval is bij de opname van nieuwe reserveringsomtrekken voor de verwezenlijking van nieuwe infrastructuur voor communicatie en vervoer van vloeistoffen en energie;

Overwegende dat de Regering, krachtens artikel 1 van het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19, bevoegd is om alle nuttige maatregelen te nemen om iedere situatie te voorkomen en te behandelen die problemen stelt in het strikte kader van de pandemie COVID-19 en haar gevolgen en die dringend behandeld moeten worden op straffe van ernstig gevaar;

Overwegende dat de mogelijkheid om virtuele vergaderingen te organiseren zou kunnen worden geboden, maar dat computertechnologie nodig is voor dit soort vergaderingen die niet voor de hele betrokken bevolking voorhanden is; dat een onderzoek van STATBEL van 13 februari 2020 echter heeft aangetoond dat het percentage Waalse huishoudens met internettoegang in 2019 verder gestegen is tot 87%; dat de voorgestelde oplossing, namelijk de online publicatie van een videopresentatie, zal toelaten om de effectieve inspraak van een aanzienlijk deel van de bevolking te organiseren;

Overwegende dat de personen die geen internettoegang hebben of moeilijkheden daarmee ondervinden, op aanvraag een papieren versie van de videopresentatie van het ontwerp tot herziening van gewestplan kunnen krijgen; dat zij ook een papieren versie zullen kunnen raadplegen in het gemeentehuis; dat zij bijgevolg dezelfde omstandigheden zullen ervaren als de personen die over internettoegang beschikken; dat zij op dezelfde wijze informatie over het ontwerp kunnen verkrijgen en hun opmerkingen en suggesties kunnen maken;

Overwegende dat dit besluit derhalve nieuwe voorwaarden bepaalt die in acht moeten worden genomen om een zo goed mogelijke inspraak van het publiek in het kader van bepaalde ontwerpen tot herziening van gewestplan te waarborgen en tegelijkertijd fysieke vergaderingen te vermijden;

Overwegende dat er echter voorafgaande informatievergaderingen zijn die in de praktijk maar weinig personen bijeenbrengen; dat er fysieke bijeenkomsten daarvoor mogelijk zijn of zullen zijn met inachtneming van de huidige en toekomstige maatregelen die worden genomen om de verspreiding van het virus onder de bevolking te beperken, en met name de afbouwstrategie en de regels inzake sociale distantieering, met inachtneming van een efficiënte inspraak van het publiek; dat de projectontwerper het best in staat is om te bepalen welke oplossing het meest geschikt is; dat de keuze tussen de bestaande en de voorgestelde nieuwe procedure derhalve moet worden overgelaten aan de projectontwerper, in goede coördinatie met de plaatselijke overheden en de burgemeester van de betrokken gemeente;

Overwegende dat het momenteel niet mogelijk is met zekerheid te bepalen wanneer de toepassing van de maatregelen ter beperking van de verspreiding van COVID-19 zal aflopen; dat de maatregelen ter beperking van de bijeenkomsten bovendien waarschijnlijk tot de laatste zullen behoren die worden opgeheven na het einde van de afbouw die op het nationale grondgebied is geïnitieerd; dat er ook rekening moet worden gehouden met de tijd die nodig is om de regeling in de praktijk toe te passen die bij dit besluit van bijzondere machten toegelaten werd;

Overwegende dat de machtiging die aan de Regering gegeven wordt bij het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheids crisis COVID-19, drie maanden geldig is te rekenen van de inwerkingtreding ervan; dat dit besluit binnen een jaar na de inwerkingtreding van het decreet van 17 maart 2020 bij decreet moet worden bevestigd; bij gebreke daarvan wordt het geacht nooit in werking te zijn getreden;

Overwegende dat de datum van 31 december 2020 voorzien voor de uitvoering van de mogelijkheid die door dit besluit van bijzondere machten wordt geboden, objectief en redelijk gerechtvaardigd is in het licht enerzijds van de onzekerheden rond de afbouw, met name de mogelijkheid om bijeenkomsten te organiseren, en de tijd die nodig is om de toepassing van de toegelaten regeling daadwerkelijk uit te voeren en anderzijds de grenzen waaraan artikel 1, § 1, van het decreet van 17 maart 2020 de uitvoering van de bijzondere machten die het aan de Regering toekent, onderwerpt; dat de Regering echter gemachtigd moet worden om deze termijnen te verkorten indien de omstandigheden dit rechtvaardigen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De in artikel D.VIII.5 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling bedoelde voorafgaande informatievergadering voor de gewestplannen waarvan de herziening geschiedt op gemeentelijk initiatief of op initiatief van een privé- of publiekrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon overeenkomstig artikelen D.II.47, D.II.48 en D.II.52 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, kan naar keuze van die persoon of instantie hetzij op basis van fysieke aanwezigheid worden georganiseerd overeenkomstig de bepalingen van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, hetzij overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

Tijdens de gezondheids crisis COVID-19 worden de bijeenkomsten die op basis van fysieke aanwezigheid worden georganiseerd, gehouden met strikte inachtneming van de door de Nationale Veiligheidsraad aanbevolen regels van sociale afstand.

Art. 2. De persoon of de overheid die het initiatief van de herziening heeft genomen, kan aanvullende inspraakmodaliteiten uitwerken.

Art. 3. Voor de gewestplannen waarvan de herziening op initiatief van de gemeente of van een private of publieke natuurlijke of rechtspersoon overeenkomstig artikelen D.II.47, D.II.48 en D.II.52 wordt bepaald, wordt een videopresentatie van het ontwerp van herziening van gewestplan gerealiseerd vóór de verzending van de aanvraag aan de Regering.

De videopresentatie heeft tot doel:

- 1° de aanvrager in staat te stellen het basisdossier bedoeld in artikel D.II.44 voor te stellen;
- 2° het publiek in staat te stellen zich te informeren en zijn opmerkingen te uiten over het ontwerp van herziening van het gewestplan;
- 3° de aandacht te vestigen en het publiek de mogelijkheid te bieden de aandacht te vestigen, in voorkomend geval, op specifieke kwesties die in het milieueffectenverslag aan de orde kunnen komen;
- 4° alternatieven voor te stellen en het publiek de mogelijkheid te bieden alternatieven voor te stellen die redelijkerwijs voor de aanvrager overwogen kunnen worden opdat er mee rekening zou worden gehouden in het milieueffectenverslag.

§ 2. De persoon of de overheid die het initiatief van de herziening heeft genomen, bepaalt wat volgt:

- 1° de data waarop de videopresentatie online wordt geplaatst;
- 2° de weblink naar de videopresentatie;
- 3° de personen, en hun telefoonnummers, bij wie de informatie kan worden verkregen;
- 4° de periode van vijftien dagen waarbinnen de in paragraaf 6 bedoelde opmerkingen en suggesties kunnen worden ingediend.

De videopresentatie moet gedurende twee opeenvolgende werkdagen online beschikbaar blijven. Informatie kan tijdens deze twee dagen tussen 8.00 uur en 17.00 uur telefonisch worden verkregen.

De persoon of de overheid die het initiatief van de herziening heeft genomen, maakt de in het eerste lid bedoelde informatie over aan het gemeentecollege van elke gemeente op het grondgebied waarvan de herziening van het gewestplan wordt gepland, en ter informatie aan de Waalse Overheidsdienst Gebiedsontwikkeling, Woonbeleid, Erfgoed en Energie. Het maakt hen ook een verstaanbaar transcript over van de presentatie en een afschrift van de documenten van de videopresentatie.

§ 3. Elk gemeentecollege plakt een bericht aan de gewoonlijke aanplakkingplaatsen aan ten minste vijftien dagen voordat de videopresentatie online wordt geplaatst en tot de dag die daarop volgt. Het plakt het advies op vier plaatsen aan naast de betrokken omtrek langs een berijdbare weg of een weg die als doorgang dient. Het bericht kan op de website van de betrokken gemeente bekendgemaakt worden.

Het bericht vermeldt ten minste de persoon of de overheid die het initiatief van de herziening heeft genomen, het postadres, de aard van het project en zijn vestigingsplaats, het doel van de videopresentatie, de data waarop de videopresentatie op het internet toegankelijk is, de weblink naar de videopresentatie, de personen bij wie de informatie kan worden verkregen, hun telefoonnummers en de data en tijdstippen waarop contact met hen kan worden opgenomen, alsook de periode van vijftien dagen gedurende welke de in paragraaf 6 bedoelde opmerkingen en suggesties samen met het te gebruiken post- en e-mailadres kunnen worden toegezonden. In het advies wordt paragraaf 4 overgenomen en wordt de expliciete verwijzing naar dit besluit vermeld.

De persoon of de overheid die het initiatief van de herziening heeft genomen, verspreidt het bericht in twee gewestelijke dagbladen en in een huis-aan-huisblad in de gemeente op het grondgebied waarvan de herziening van het gewestplan wordt gepland.

De persoon of de overheid die het initiatief van de herziening heeft genomen, deelt de weblink mee naar de videopresentatie en de data waarop zij bereikbaar is aan:

- 1° de Regering of haar vertegenwoordiger;
- 2° een vertegenwoordiger van de Waalse Overheidsdienst Gebiedsontwikkeling, Woonbeleid, Erfgoed en Energie en de gemachtigd ambtenaar;
- 3° een vertegenwoordiger van de Waalse Overheidsdienst, Landbouw, Natuurlijke hulpbronnen en Leefmilieu;
- 4° de Beleidsgroep "Leefmilieu";

- 5° de gemeentelijke commissie van de gemeente op het grondgebied waarvan de herziening van het gewestplan wordt gepland;
- 6° de Beleidsgroep "Ruimtelijke Ordening";
- 7° de vertegenwoordigers van de gemeente op het grondgebied waarvan de herziening van het gewestplan wordt gepland.

§ 4. Elke persoon kan per aangetekend schrijven een afschrift van het transcript van de presentatie en de documenten van de videopresentatie opvragen bij de persoon of de overheid die het initiatief van de herziening van het gewestplan heeft genomen. De aanvraag moet uiterlijk drie dagen vóór de online publicatie ontvangen zijn. Twee dagen vóór de online publicatie stuurt de persoon of de overheid die het initiatief van de herziening van het gewestplan heeft genomen per aangetekend schrijven, in één enkel exemplaar, de documenten naar de aanvragers.

Iedereen kan het afschrift van het transcript van de presentatie en de documenten van de videopresentatie in het gemeentehuis raadplegen, op afspraak, tijdens de twee dagen waarin de videopresentatie online is.

§ 5. De videopresentatie van de persoon of de overheid die het initiatief van de herziening van het gewestplan heeft genomen, start met een toelichting omtrent het onderwerp, zoals beschreven in paragraaf 1, lid 2, en geeft vervolgens een presentatie van het ontwerp van herziening van het gewestplan.

§ 6. Elke persoon kan binnen vijftien dagen na de laatste dag van online publicatie van de videopresentatie zijn opmerkingen en aanbevelingen over het ontwerp van herziening van het gewestplan schriftelijk richten aan het gemeentecollege van een van de gemeenten op het grondgebied waarvan de herziening van het gewestplan wordt gepland. Hij kan ook bijzondere punten onderstrepen en alternatieven voorstellen die redelijkerwijs overwogen kunnen worden door de persoon of de overheid die het initiatief van de herziening heeft genomen opdat ermee rekening zou worden gehouden in het verslag over de milieueffecten.

Elk gemeentecollege richt aan de persoon of de overheid die het initiatief van de herziening heeft genomen, het afschrift van de eventuele opmerkingen, aanbevelingen en voorstellen binnen dertig dagen na de laatste dag van online publicatie van de videopresentatie.

Art. 4. Artikel 3 is van toepassing op de procedures die vanaf de inwerkingtreding van dit besluit worden georganiseerd, wanneer de persoon of de overheid die het initiatief van de herziening van het gewestplan heeft genomen, beslist heeft deze procedure overeenkomstig artikel 1 toe te passen, en op voorwaarde dat de periode van vijftien dagen waarbinnen opmerkingen en suggesties kunnen worden ingediend uiterlijk op 31 december 2020 verstreken is.

Art. 5. De in artikel 3 bedoelde inspraakprocedure, die wordt georganiseerd vanaf de inwerkingtreding van dit besluit en waarvoor de periode van vijftien dagen waarbinnen opmerkingen en suggesties kunnen worden ingediend, uiterlijk op 31 december 2020 verstreken is, vervangt de voorafgaande informatievergadering voor de toepassing van artikelen D.II.47, § 1, lid 2, D.II.48, § 2, D.II.54, § 2, lid 5, 5°, en vervangt de voorafgaande informatievergadering voor de toepassing van artikel D.VIII.2, § 2, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling.

Art. 6. Het dossier bedoeld in artikel D.VIII.15, § 1, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling zal het afschrift van de opmerkingen en suggesties bevatten die in het kader van deze procedure ingediend zijn wanneer de inspraak van het publiek overeenkomstig deze procedure is georganiseerd.

Art. 7. Voor zover de situatie van de gezondheids crisis COVID-19 dit rechtvaardigt, is de Regering gemachtigd om de mogelijkheid om de in dit besluit bedoelde inspraakprocedure toe te passen, te beperken, door een datum vóór 31 december 2020 te bepalen.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Namen, 11 juni 2020.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS